

Toulouse, le 29 février 2008

LES AMIS DES ARCHIVES

de la Haute-Garonne



LETTRE DES AMIS n° 229

ISSN 0299-8890

11-14, bd Griffoul-Dorval 31400 TOULOUSE
Tél. le mercredi après-midi : 05.62.26.85.72
Site Internet de l'association : www.2a31.net
Courriel de l'association : amis.archives@laposte.net

Tél. Archives départementales : 05.34.31.19.70
Fax : 05.34.31.19.71
Site Internet : www.archives.cg31.fr
Courriel : archives@cg31.fr

SOMMAIRE

Éditorial	1
Cours de paléographie	2
Prochaines activités de notre association	2
Informations-expositions-conférences d'associations amies	3
<i>In memoriam</i> : M. Henri Blaquièrre	3
Compte rendu de l'après-midi du 14 décembre 2007	5
Félicitations	7
Travaux de nos adhérents :	
Acte notarié pour la fonte d'une cloche en 1579 à Nailloux	7
« Tu seras chevalier mon neveu » : les Chalvet et l'ordre de Malte (1683-fin XVIII ^e siècle)	9
Un cadeau coûteux	11
C'était il y a 350 ans	13
Nouveaux membres	13
Paléographie	14
Chronique des Archives départementales	16

ÉDITORIAL

Chers Amis,

Une association est vivante et chaque année, au gré des renouvellements, des nouvelles adhésions, des départs, elle retrouve un souffle nouveau.

Nous saluons la mémoire de ceux qui nous ont définitivement quittés : MM. Blaquièrre, Corbières, Dessolles. Nous avons été touchés par la lettre de départ de Roger Armengaud, l'auteur du livre *d'Empalot à Port Garaud*, qui se retire chez ses enfants après un douloureux veuvage.

Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux adhérents dont Jacqueline Dieuzaide qui, après la publication du livre sur les Jacobins, a souhaité nous rejoindre.

Alors, nous poursuivons notre action. Le programme est chargé. Soyez assurés du travail et de l'amitié de toute l'équipe qui m'entoure.

Geneviève Moulin-Fossey

ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION

COURS DE PALÉOGRAPHIE

- **Aux Archives départementales**, 11 boulevard Griffoul-Dorval à Toulouse :

1. Cours « débutants/moyens » par M. Daniel Rigaud (XVI^e au XVIII^e s.) :
de 17 h 30 à 19 h, les mardis 11 mars, 8 avril, 13 mai, 3 juin 2008.

2. Cours « confirmés » par Mme Sophie Malavieille (XVI^e au XVIII^e s.) :
de 17 h 30 à 19 h, les jeudis 17 avril et 15 mai 2008.

3. Cours de paléographie médiévale par Mme Geneviève Douillard (XII^e au XV^e s.) :
de 17 h 30 à 19 h, le jeudi 27 mars 2008.

- **À l'antenne du Comminges de Saint-Gaudens**, par M. Jean Le Pottier (XVI^e au XVIII^e s.) :
de 14 h à 16 h, les mercredis 12 mars, 9 avril, 14 mai, 18 juin 2008.

- **Aux Archives municipales de Toulouse**, par M. François Bordes (XVI^e au XVIII^e s.) :
le jeudi 20 mars 2008, de 14 h à 15 h pour les débutants et de 15 h à 16 h pour les confirmés.

PROCHAINES ACTIVITÉS DE NOTRE ASSOCIATION

1) **Dîner-débat au restaurant « La Ripaille » du Grand Hôtel d'Orléans (72 rue Bayard)** :
le **jeudi 6 mars 2008 à 19 h 15**, **Claudine Pailhès**, directrice des Archives départementales de l'Ariège, conservateur en chef du Patrimoine, enseignante à l'Université de Toulouse-Le Mirail, viendra nous parler du **comte de Foix Gaston Fébus : le prince et le diable**. Les inscriptions sont closes depuis le 20 février.

2) Le **samedi 15 mars 2008 à 9 h 30**, dans la salle de lecture des Archives départementales, nous vous invitons à une **initiation à la recherche dans le domaine campanaire**, animée par **Nicole Andrieu et Louis Latour**. Au programme :

- la fabrication d'une cloche : notions élémentaires,
- la décoration d'une cloche : techniques et symboles,
- les inscriptions campanaires,
- les sources documentaires.

Mais surtout nous essaierons de répondre aux questions de nos amis et d'entendre les récits de leurs découvertes... campanaires.

Nous écouterons tous les sons de cloche !

3) Le **samedi 12 avril 2008 à 10 h**, dans la salle de lecture des Archives départementales, **Jean Maurel** nous présentera la « **Pratique de la justice criminelle au XVIII^e siècle dans le ressort du Parlement de Toulouse** ». Cet exposé est à relier avec son travail actuel sur le Parlement toulousain, sous la direction de Geneviève Douillard.

* * * * *

Nous informons nos membres qu'ils peuvent se procurer le CD audio de l'enregistrement de l'émission sur Radio Présence du 28 janvier 2008 de 10 h à 11 h concernant la sortie du livre sur les Jacobins. Ils peuvent le commander à Radio Présence 4 rue des Feuillants 31300 Toulouse ; le prix est de 5 euros.

INFORMATIONS-EXPOSITIONS-CONFÉRENCES D'ASSOCIATIONS AMIES

Musée Saint-Raymond :

Conférences :

Samedi 1^{er} mars 2008 à 15 h : « Cahors, fouille du parking des allées Fénélon » par Didier Rigal, responsable de l'opération, Inrap, et Valérie Rousset, archéologue du bâti.

IN MEMORIAM

Henri BLAQUIERE

Henri Blaquièrre, ancien directeur des Archives départementales de la Haute-Garonne, est décédé le 21 janvier dernier après une très longue vie consacrée à la recherche et à l'administration culturelle.

D'une famille originaire du Tarn, il naît le 23 juin 1910 à Avignon (son père fait partie de l'administration fort moderniste, à l'époque, des téléphones), et passe sa jeunesse à Perpignan et à Montpellier. Il est admis à l'École des chartes en 1930. Sa thèse porte sur la commanderie hospitalière de Rayssac, près d'Albi, l'amenant déjà à fréquenter les Archives de la Haute-Garonne. À sa sortie de l'École en 1934, la crise (il passe sa thèse pendant les émeutes du 6 février !) et la politique de déflation et de réduction du nombre de postes de fonctionnaires l'obligent à attendre un poste d'archiviste en faisant quelques vacations érudites. Il classe alors les archives communales de Cadalen, dans le Tarn.

Il n'est nommé qu'en mars 1937 directeur des Archives de l'Aude, en remplacement d'un autre Tarnais, Joseph Poux. Toute son énergie est tendue vers la construction d'un bâtiment neuf au cœur de la basse ville : les travaux ont lieu en pleine guerre, en 1939-1940, et le déménagement est réalisé en 1940-1941. Il n'eut pas la responsabilité de ce dernier ni la joie de participer à l'inauguration (s'il y eut une inauguration en ces temps difficiles !) car, mobilisé en 1939, il eut la mauvaise fortune d'être fait prisonnier en juin 40 et de rester enfermé en Prusse orientale jusqu'en 1945.

Après avoir repris avec énergie son service dans l'Aude, il est appelé par le directeur général des archives de France, Charles Braibant, à la direction des Archives de la Haute-Garonne le 1^{er} janvier 1952. C'est à nouveau pour suivre la construction (déjà lancée à son arrivée) du nouveau bâtiment du boulevard Griffoul-Dorval, bâtiment vanté comme « le plus moderne de France » lors de son inauguration le 7 novembre 1955. Le suivi du chantier et surtout l'organisation du déménagement lui permettent de déployer tout son talent d'organisateur, plein des principes de rationalisation du travail administratif propres à cette époque. Pour transporter en ordre les 700 tonnes d'archives depuis le Palais de Justice (où se trouvaient les archives anciennes) ou depuis l'usine de la rue des 36 Ponts (où se trouvaient hélas exilées depuis 1941 les archives modernes), il ne fallut pas moins de 65 jours de déménagement, 130 norias de camions et 12 409 caisses, sans que la salle de lecture ne ferme un seul jour !

Mais ce n'est pas seulement le bâtiment des architectes Viatgé et Castaing qui est alors le plus moderne de France, c'est le service tout entier qui porte au plus haut point témoignage du mouvement exaltant de modernisation qui s'empare de l'administration des Archives dans ces années 1950-1970. Les archives s'ouvrent au « grand public » et au public scolaire par la création, rendue possible par la collaboration de l'administration académique, d'un service éducatif. Des milliers d'élèves visitent les Archives, suivent des travaux pratiques sur documents et peuvent bénéficier des grandes expositions ou des publications de recueils pédagogiques qui sont de vraies mises au point historiographiques : *Documents sur le développement des libertés*

municipales et des communautés urbaines en pays toulousain (1960) ; *Documents toulousains sur l'histoire de France : les révolutions* (1958), *les temps modernes* (1962), *l'époque contemporaine* (1962) et *le moyen-âge* (1964) ; *Documents sur le Canal des Deux-mers et la politique de Colbert en Languedoc* (1967), etc.

Les liens avec l'université se renforcent : Philippe Wolff vient dispenser son séminaire de recherche universitaire aux Archives mêmes et les grands « patrons » de la discipline historique à la faculté des Lettres qui n'est pas encore installée au Mirail (les Godechot, Castan, Durliat, etc.) dirigent de nombreux diplômés d'études supérieures (ancêtres des maîtrises devenues mastères) qui viennent renouveler l'histoire méridionale.

Deux nouveautés techniques viennent également confirmer le rayonnement régional et le caractère exemplaire du service : l'utilisation du microfilm (la Haute-Garonne est le premier service d'archives équipé d'un atelier après les Archives nationales) permet une politique de reproduction de sécurité et d'acquisition plus ambitieuse ; la création d'un atelier de restauration sauve un grand nombre de documents des archives communales voire départementales de la région.

Mais la grande œuvre archivistique d'Henri Blaquière, qui contribua à constituer un véritable « modèle » français de gestion des archives contemporaines, fut l'utilisation systématique et rationalisée du rangement des versements en série continue. Déjà expérimenté, il faut le dire, aux Archives de la Haute-Garonne dès les années 30 par René Gandilhon (premier adjoint chartiste nommé entre 1931 et 1934), ce système est perfectionné et systématisé par Henri Blaquière dès la mise en service du nouveau bâtiment et est généralisé à toute la France en 1979. Il s'agit, face à la masse envahissante des versements, de privilégier le traitement du « flux » sur celui du « stock », de mettre toutes les faibles forces du service sur la sauvegarde de l'histoire qui se fait au présent plutôt que sur l'inventaire érudit des sources du passé.

Cet accroissement exponentiel des entrées d'archives publiques, dorénavant traitées au fur et à mesure, ne vint pas contredire, bien au contraire, la collecte des archives privées. Le rayonnement des Archives de la Haute-Garonne, enfin dotées d'un bâtiment adéquat, et l'accueillante courtoisie d'Henri Blaquière lui permirent d'obtenir des enrichissements particulièrement importants : archives de la Société du Bazacle, chartriers de Pinsaguel ou de Pointis-Inard, fonds du maréchal Pérignon, etc.

Mais l'exposé de sa marque en Haute-Garonne ne serait pas complet si l'on n'évoquait également l'ensemble des réalisations qu'il développa en marge et en complément de son travail d'archiviste départemental.

Comme tous ses prédécesseurs et successeurs archivistes de la Haute-Garonne, il assura les fonctions de conservateur des antiquités et objets d'art. À l'occasion de ses tournées d'inspection dans les communes, il put continuer le travail permanent d'inventaire et de protection du patrimoine mobilier si assidument mené par son prédécesseur Benjamin Faucher, et servir de relais local à Georges Costa, inspecteur des monuments historiques, dans son travail de restauration et de création de trésors, à une époque où le mot de « patrimoine » n'avait pas le sens et l'importance qu'on lui attribue aujourd'hui et où une interprétation quelque peu radicale des réformes liturgiques de Vatican II dévastait le décor de bien des églises.

Il a raconté également dans un article des *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles lettres de Toulouse*¹ son rôle de correspondant permanent du ministère des affaires culturelles. Aux origines de ce ministère, créé pour André Malraux en 1959, nul service déconcentré n'existait et l'on choisit dans chaque région un conservateur issu soit des Archives, soit des Monuments historiques, soit des Musées, pour assurer le rôle délicat de « *primus inter pares* » et de coordinateur, aux côtés du préfet, des initiatives culturelles. Les qualités de

¹ « Les origines de la DRAC de Midi-Pyrénées, 1962-1972 », vol. 163, 2001, p. 177-184.

gestionnaire d'Henri Blaquière ne pouvaient que le désigner pour ces fonctions et il se retrouva ainsi directeur par intérim de l'unité pédagogique d'architecture en 1970 ou intermédiaire entre les collectivités midi-pyrénéennes et la rue de Valois pour les balbutiements de la politique musicale ou théâtrale.

Le dernier et non le moindre de ses titres à notre reconnaissance fut sa contribution essentielle (en plus de son activité d'enseignement à la faculté des lettres ou à l'institut d'études politiques) à la création de la formation des documentalistes à l'institut universitaire de technologie créé à Ranguel. À une époque où les sciences de l'information n'étaient pas aussi ramifiées qu'aujourd'hui, ce fut longtemps la seule formation régionale de la grande famille des bibliothécaires, archivistes et documentalistes.

Cette action multiforme et ces réussites professionnelles conduisirent le directeur général Guy Duboscq à nommer Henri Blaquière inspecteur général des Archives de France le 1^{er} mai 1973, à une époque où l'accès à ce corps de trois personnes représentait le couronnement glorieux et particulièrement sélectif de la carrière des archivistes. Il y succédait à Marcel Baudot, grand résistant, et y retrouvait René Gandilhon et François Dousset, directeur adjoint des Archives de France.

La retraite bien gagnée en juin 1978 le ramenait à Toulouse où il a pu poursuivre jusqu'à un âge très avancé ses travaux de recherche et sa participation à de multiples sociétés savantes avec une sérénité de sage sachant qu'il avait fait tout son devoir dans les différents postes qu'il avait occupés. Ses hautes distinctions (officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, officier des Arts et Lettres) démontrent que la République avait su saluer ce long dévouement.

Jean LE POTTIER

COMPTE RENDU DE L'APRÈS-MIDI DU 14 DÉCEMBRE 2007

(notes prises par Pierre VIDAL)

À l'occasion du 25^e anniversaire de notre association, le Conseil général accueillait dans son amphithéâtre les personnes de notre région intéressées par l'histoire locale.

Mme Martinel, députée, a lu le discours du Président Izard, empêché.

Mme Moulin-Fossey remercie Mme Martinel et rappelle les buts de l'association, les productions publiées et les visites organisées pour les adhérents.

M Floutard excuse M. Pierre Gérard, à l'initiative de la fondation des Amis en 1982, retrace l'historique de l'association et de l'assemblée générale constitutive du 29 février 1982 avec comme président Jacques Godechot et vice-président Philippe Wolff ; la première initiative est la création d'un bulletin de liaison (la *Lettre des Amis*), mensuel au départ, bimensuel depuis, et l'organisation de cours de paléographie par les conservateurs du service des Archives. En 1985, MM. Godechot et Wolff ont démissionné pour raison de santé et M. Floutard, néo-retraité, a pris la présidence et a réuni autour de lui une équipe compétente, dévouée et passionnée. En 1986, l'association s'est lancée dans la publication de travaux d'universitaires et d'érudits « Mémoire des Pays d'Oc » (25 ouvrages). En 1987, un prix Défense des Archives est créé pour récompenser les personnes et les associations qui œuvrent à la conservation des archives.

L'association a commémoré le bicentenaire de la Révolution en 1989, prépare des sorties de fin d'année, participe à des expositions, organise des conférences d'universitaires et de conservateurs d'archives.

En 2000, une nouvelle équipe s'est mise en place en parfaite harmonie avec les conservateurs d'archives et l'association est plus que jamais vivante et ouverte à tous.

M. Jean-Loup Abbé nous présenta « *La naissance et le développement des villes et des villages de Haute-Garonne au Moyen Âge* » (cf. la *Petite Bibliothèque n° 159* jointe à cette *Lettre*).

Une table ronde clôtura l'après-midi.

Jean-Pierre Amalric présenta la Fédération Historique de Midi-Pyrénées dont il est le président, qui a pris la succession de la société des études Pyrénées, Languedoc, Gascogne, mais aussi le relais d'une activité associative du XIX^e et remontant à l'Ancien Régime : les Académies.

Elle regroupe des sociétés qui s'intéressent à des territoires, mais aussi des sociétés qui s'intéressent à des périodes ou à des thématiques ; l'intérêt de la fédération réside notamment dans l'organisation d'un congrès d'histoire régionale à un rythme annuel ou bisannuel (en 2006 à Sorèze : histoire de l'industrie en Midi-Pyrénées avec des communications qui s'étalent de la préhistoire au XX^e s. ; en 2007 à Toulouse : une métropole méridionale : 20 siècles d'histoire urbaine). La volonté affichée est de rassembler, de confronter des disciplines cloisonnées en milieu universitaire, rassembler des chercheurs professionnels, amateurs, spécialisés... pluralité dont l'écoute réciproque est possible dans les congrès qui couvrent une chronologie et des thématiques larges. Les actes font l'objet d'une publication. Lien organique avec le CTHS (congrès national à Toulouse en 2000).

On peut noter l'intérêt des chercheurs espagnols qui ont participé au congrès de Tarbes. L'histoire de Midi-Pyrénées, région frontalière, ne peut s'écrire sans référence au versant espagnol ; l'histoire locale doit s'inscrire dans l'histoire nationale, mais aussi dans l'histoire européenne.

René Souriac, président de la Société des Études du Comminges et des Pyrénées centrales, nous présenta cette vieille société savante (1884) qui publie quatre numéros par an de la *Revue de Comminges et des Pyrénées centrales* (depuis 1885).

Les sociétés savantes ont été créées au XIX^e s. et correspondaient à une forme de culture en usage dans un certain nombre de milieux : gens du cru, curés, avocats, médecins ; ceci est un peu moins vrai aujourd'hui. On doit faire face à un problème de recrutement dans ces sociétés un peu vieillissantes et qui pourtant peuvent jouer un rôle dans la recherche des racines, la sauvegarde du patrimoine (culturel, paysager, monumental évidemment). Elle s'est donné une fonction dans la valorisation de ces patrimoines ; le patrimoine prend une dimension économique ; en Comminges c'est peut-être la valeur la plus sûre qu'il faudrait arriver à développer dans une société de loisirs. Les sociétés dites savantes font d'abord de l'histoire locale : possibilité d'ancrage fondamental entre les études de terrain menées par des érudits et l'histoire conceptuelle qui donne une armature au raisonnement local.

Guillaume Agullo, conservateur du Musée de la Résistance et de la Déportation, nous a exposé son origine : il a été créé par des résistants de façon bénévole qui ont récolté, amassé, organisé des objets, des papiers, des archives. L'âge venant, ils ont laissé la place au Conseil général qui a repris l'activité en l'intensifiant et la diversifiant. 10 000 élèves seront reçus en 2007-2008 ; le musée apporte une aide logistique et technique aux communes qui souhaitent organiser des expositions ; 95 % de la documentation proviennent des forces qui pourchassent les résistants (Vichy, les Allemands), donc prisme de lecture à apprivoiser.

Le musée rassemble les archives des documents de propagande du journal *Combat* au niveau national : matériau très émouvant arrivé quasiment par hasard ainsi que les archives de la commission d'enquête des crimes de guerre (archives de police judiciaire). Un enrichissement permanent est possible grâce aux fonds privés.

Le musée est très sollicité par des personnes qui se souviennent de gens qui ont caché des enfants, thématique forte à l'heure actuelle.

Jean Le Pottier, directeur des Archives départementales, expliqua que les Archives sont un réseau au niveau local :

- Service des archives communales pour apporter une aide aux communes ; Les Archives départementales sont présentes à Toulouse et Saint-Gaudens, mais il existe aussi les réseaux d'archives communales avec des archivistes professionnels dans les communes périphériques à Toulouse ;
- Service culturel et éducatif en appui aux projets des communes et des établissements scolaires ;
- Service de la photothèque qui peut proposer des reproductions mais aussi qui peut reproduire des fonds iconographiques signalés ;
- Conservation des Antiquités et objets d'art en lien avec le patrimoine qui est à la disposition des communes pour les estimer, les inventorier, les photographier, les protéger.
- Site internet des Archives départementales : l'ensemble de l'état civil et des plans cadastraux sera en ligne courant 2008.

Autres associations représentées dans la salle :

- Les Toulousains de Toulouse et Amis du Vieux Toulouse
- Savès Patrimoine
- Société du Patrimoine du Muretain
- Blagnac, histoire et mémoire
- Catherine de Coarraze à Aspet
- Patrimoine et histoire de Lagarde.

FÉLICITATIONS

Un de nos jeunes adhérents, Romain Joulia, poursuit avec beaucoup de succès son parcours scolaire et professionnel dans le domaine des Archives.

Après l'obtention de sa licence au département Archives et Médiathèque (DAM) de l'université Toulouse-Le Mirail situé à Montauban, il a poursuivi ses études par un master professionnel (bac + 4 et + 5) « Métiers des Archives et Technologies appliquées » à l'Université d'Amiens. Il a ensuite été recruté en juillet 2007 par la ville de Gap (Hautes-Alpes), afin de prendre la tête de leurs Archives municipales. Enfin, en décembre 2007, il a été admis au concours de conservateur territorial du patrimoine, dans la spécialité Archives. Il est donc actuellement élève-conservateur à l'Institut national du Patrimoine (Galerie Colbert à Paris). À l'issue de cette scolarité de dix-huit mois, le 1^{er} juillet 2009 donc, il sera en mesure d'être recruté par une collectivité territoriale.

Nous le félicitons chaleureusement et nous sommes convaincus qu'un brillant avenir s'ouvre à lui dans le domaine qui le passionne et nous intéresse tous : les Archives.

TRAVAUX DE NOS ADHÉRENTS

- 1) **Puisque nous allons avoir le samedi 15 mars à 9 h 30 une séance d'initiation à la recherche dans le domaine campanaire, M. Daniel RIGAUD nous a fait parvenir l'acte notarié suivant du 9 juin 1579, simplement afin de donner une idée sur une des pistes de recherche dans ce domaine (ici les notaires) :**

Me Jean Rodier, notaire royal de Toulouse résidant à Nailloux : ADHG 3E 23325 f 72 r°, 72 v° et 73 r°.

2) Mme Bernadette SUAOU nous a transmis le texte suivant :

« TU SERAS CHEVALIER MON NEVEU » : LES CHALVET ET L'ORDRE DE MALTE (1683-FIN XVIII^E SIÈCLE)

L'exemple d'une politique familiale

Henry-Louis (1671-1754) et son frère Joseph de Chalvet de Rochemonteix (vers 1677-1747)

Étrange personnalité que celle d'Henry-Louis de Chalvet, deuxième fils de François-Jacques de Chalvet, parlementaire toulousain et homme de culture, qui a dressé un inventaire de la prestigieuse bibliothèque du château de Merville. À Toulouse, la famille vivait dans l'hôtel particulier de la paroisse de la Dalbade où naquit Henry-Louis, en juin 1671. Comme beaucoup de jeunes nobles de son époque, Henry-Louis n'a pas longtemps vécu auprès de ses parents et de ses nombreux frères et sœurs. Dès l'âge de 13 ans (1683-1684), il est admis dans l'ordre de Malte et doit servir de page auprès du grand maître de l'Ordre, à Malte où son jeune frère, Joseph, viendra le rejoindre quelque six ans plus tard. Les deux frères, dont la carrière n'est pas connue, sont restés sans doute à « la cour du grand maître » et n'ont véritablement commencé à s'imposer, au sein de la langue de Provence et surtout dans le ressort du grand prieuré de Toulouse, que vers 1740. Henry-Louis, commandeur de Capette, petite commanderie située en Camargue, au sud de Saint-Gilles, porte le titre recherché de bailli, qui est en quelque sorte le représentant du grand maître dans la langue de Provence, tandis que Joseph est commandeur de La Favillane, commanderie proche d'Arles. Dès 1740 environ, les deux frères retrouvent leurs racines et pendant une quinzaine d'années, ensemble, puis Henry-Louis tout seul, malgré un âge déjà avancé, vont jouer un rôle important dans la gestion de la langue de Provence. À l'âge de 70 ans, le bailli de Chalvet devient receveur général de l'Ordre dans le grand prieuré de Toulouse. Il prend ainsi la responsabilité des finances et assume pleinement sa fonction. Promu procureur général et lieutenant général, en 1744, il laisse la fonction de receveur général, à son frère Joseph, avant d'être nommé, en 1746, grand commandeur, et en même temps commandeur de La Selve (Aveyron, canton de Réquista). Quant à Joseph de Chalvet, il prend aussi en charge, jusqu'à sa mort (1747), la commanderie de Rayssac (Tarn).

Enfin, en décembre 1748, le grand prieuré de Toulouse, vacant, est conféré à Henry-Louis de Chalvet qui reste à ce poste jusqu'à sa mort, le 29 décembre 1754. C'est donc un homme aguerri aux pratiques financières qui, pendant six ans, dirige avec autorité le grand prieuré de Toulouse, lequel, depuis le Moyen Âge, est installé dans les vastes bâtiments de l'hôtel Saint-Jean, entièrement reconstruit à la fin du XVII^e siècle et situé rue de la Dalbade (aujourd'hui, siège de la Direction régionale des Affaires culturelles, DRAC). La nombreuse correspondance³ laissée par Henry-Louis de Chalvet, les nombreuses quittances qu'il a signées, révèlent ses qualités d'administrateur, en relation permanente avec Malte où l'on découvre, en 1749, une conspiration qui avait pour but de livrer l'île aux Turcs, en liaison en même temps avec les navires et vaisseaux qui longent soit les côtes de Calabre, soit se réfugient à Lisbonne. Ses qualités de gestionnaire, en lien étroit avec tous les commandeurs du grand prieuré ou leurs représentants, sont également évidentes. Mais c'est aussi un homme de culture, qui a consacré des sommes importantes à la décoration de l'hôtel et de l'église Saint-Jean et qui a notamment transformé la

³ On se reportera notamment aux documents suivants : Arch. dép. Haute-Garonne, H 198, 203, 235, 299, 411-415.

salle d'archives⁴ de la tour Saint-Jean en une prestigieuse salle, digne des grandes bibliothèques du milieu du XVIII^e siècle.

Le grand prieur, Henry-Louis de Chalvet, n'a pas oublié pour autant ses proches. Déjà on devine une complicité affectueuse et toute fraternelle avec Joseph, comme lui chevalier de Malte, qui a mené une carrière sans doute parallèle à la sienne et pour lequel il éprouvait un profond attachement. Mais Joseph meurt le 10 janvier 1747, dans la paroisse de la Dalbade, certainement à l'hôtel Saint-Jean où il est enterré puisque Henry-Louis, deux ans plus tard, à peine promu grand prieur, fait venir une plaque tumulaire qui trouve sa place sur le dallage tout neuf de l'église Saint-Jean, au milieu du chœur. Cette dalle funéraire rectangulaire (1,13 m x 1,36 m), plaquée de marbre de diverses couleurs, à l'image des pierres tombales qui recouvrent le sol de la cathédrale de La Valette à Malte, est toujours conservée, quoique fort mutilée, dans les réserves du musée des Augustins de Toulouse. Elle est ornée d'un écusson dans un cartouche aux armes des Chalvet⁵ sur une croix de Malte et porte une inscription qui rappelle que « ce monument d'amour fraternel a été consacré » par frère Henry-Louis de Chalvet, grand prieur de Toulouse.

Henry-Louis et Joseph de Chalvet ; leurs neveux et petits-neveux

Cet esprit de famille, Henry-Louis de Chalvet l'exprime aussi à l'égard de son neveu et de ses petits-neveux. Alors que lui et son frère Joseph assument tous les deux de lourdes responsabilités au sein du grand prieuré, ils soutiennent financièrement leur neveu Henri-Auguste de Chalvet, grand sénéchal de Toulouse, grand seigneur du milieu du XVIII^e siècle, amoureux des lettres et des arts, qui entreprend, en 1743, la construction du château de Merville, où se trouve encore aujourd'hui un portrait du bailli. Le 14 décembre 1754, à quelques jours de sa mort, le grand prieur de Chalvet teste, avec des dispositions très précises, en faveur de son neveu et de ses petits neveux, auxquels il n'a pu « donner des marques de tendresse et d'amitié », mais qu'il fait « recevoir chevaliers » de l'Ordre ou « qui sont à même d'être reçus, ayant payé leurs passages »... Henry-Louis de Chalvet agit en chef de famille, responsable des enfants et petits-enfants de son frère aîné décédé depuis longtemps (1724). En effet, quatre des fils du sénéchal Henri-Auguste sont devenus chevaliers de Malte, grâce à l'aide de leur grand oncle, selon la pratique du népotisme, certes courante de tout temps et qui n'avait pas été adoptée que par les papes d'Avignon du XIV^e siècle, remarque qui ne met pas en doute pour autant l'affection qu'il pouvait leur porter.

Mais son neveu, Henri-Auguste de Chalvet était l'aîné d'une famille nombreuse : une dizaine de frères et de sœurs. L'une de ses sœurs au moins voudrait bien profiter de la « générosité » de son grand oncle. En 1753, Marie-Jacquette de Chalvet, femme de Louis Anceau, sieur de Lavelanet, écrit au grand prieur pour lui expliquer les difficultés financières de sa famille « chargée d'enfants ». Elle sollicite des bénéfices pour les garçons, et la possibilité pour les filles d'entrer au couvent des sœurs maltaises (ordre religieux féminin dépendant, comme leur nom l'indique, de l'ordre de Malte). L'un des garçons obtient une place de collégiate (étudiant) à la collégiale Saint-Jean⁶, occupée par d'Anceau de La Salvetat (son cousin ?), qui

⁴ Sur l'aménagement de la salle d'archives, voir notre article, « Un centre d'études régionales créé à Toulouse par l'ordre de Malte aux XVII^e et XVIII^e siècles, *Toulouse, une métropole méridionale : vingt siècles de vie urbaine*, 58^e congrès de la Fédération historique de Midi-Pyrénées, Toulouse, 2007, à paraître.

⁵ Armoiries de la famille Chalvet, d'après d'Hozier, *Armorial...*, t. 5, p. 246-247 : « d'azur à la bande d'or, chargé de trois croisettes de gueules, accompagné en chef d'une tête de lion arrachée d'argent, en pointe d'une quinte feuille du même ; écartelé de gueules, au lévrier rampant d'argent ; l'écu bordé d'or. L'écartelure est de Rochemonteix ».

⁶ La collégiale Saint-Jean a été fondée à la fin du XV^e siècle dans l'hôtel prieural de Toulouse qui perd son statut de maison prieurale, au profit du château de Fronton, où les grands prieurs s'installent officiellement pour un siècle au moins. La collégiale Saint-Jean est constituée d'une communauté de chapelains chargés du service religieux. On lui

remet sa démission (1754) : maigre consolation ! Une autre sœur d'Henri-Auguste, Marie-Sophie de Chalvet, née en 1715, reçoit en 1737, en guise de dot (?), la somme de 6 000 livres versées à son père par ses deux oncles chevaliers de Malte, Henry-Louis et Joseph.

Le bailli Henry-Louis de Chalvet, grand prieur de Toulouse, meurt d'une infection pulmonaire⁷, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 28 dans la nuit ou le 29 décembre 1754⁸. Dès le lendemain, il est inhumé dans le caveau des grands prieurs, situé dans le sanctuaire de l'église Saint-Jean, lors, semble-t-il, d'une cérémonie fort simple et peu onéreuse, que le bourgeois toulousain, Pierre Barthès (1704-vers 1781), n'a même pas consignée dans sa chronique, alors qu'il relate les obsèques du commandeur Marquain (prédécesseur de Chalvet), décédé le 8 novembre 1748⁹.

3) Mme Nicole ANDRIEU nous a transmis le texte suivant :

Un cadeau coûteux

Au début de l'année 1948, un marbrier belge, Roger Fortems, séjourne dans les Pyrénées, sans doute pour visiter quelques carrières. Il visite également l'ancienne cathédrale de Saint-Bertrand-de-Comminges et y remarque un antependium de cuir repoussé et doré devant l'autel de paroisse, dans la nef.

De retour en Belgique, il se rend à l'ambassade de France à Bruxelles pour faire part de son souhait d'offrir à l'ancienne cathédrale une glace destinée à protéger le devant d'autel en cuir.

La demande est transmise par le Ministère des Affaires étrangères au Ministère de la Jeunesse, des Arts et des Lettres qui envoie à la Direction départementale de l'architecture à Toulouse un courrier réclamant entre autres, les dimensions précises du devant d'autel, et des propositions de transport.

Le 18 mai 1948, Sylvain Stym-Popper, architecte en chef des Monuments Historiques transmet à la Direction de l'Architecture les dimensions - 2,64 m x 0,87 m - et les propositions de transport : la glace pourrait être livrée en gare de Loures-Barbazan, puis transportée par camion jusqu'à Saint-Bertrand et mise en place par le chef de chantier de l'entreprise Sagné, qui réside sur les lieux.

Le 13 septembre suivant, Monsieur Fortems écrit à la Direction départementale de l'architecture pour donner son accord à la solution qui lui a été proposée, en précisant qu'une licence d'importation est nécessaire, bien qu'il s'agisse d'un cadeau.

adjoint un collègue, dans la tradition médiévale, qui accueille, grâce à la générosité du grand prieur, des *escholliers* ou *collégiats*, au nombre de quatre, et pendant six ans. Les deux institutions perdureront jusqu'à la Révolution.

⁷ Nous avons étudié les derniers jours du grand prieur de Chalvet et les soins qui lui ont été prodigués dans « Les derniers jours d'un grand prieur toulousain : la médecine à Toulouse au milieu du XVIII^e siècle », *Bulletin du centre d'étude d'histoire de la médecine*, Toulouse, à paraître.

⁸ Alors que l'acte de décès de son frère Joseph se trouve dans le registre paroissial de la Dalbade, l'acte de décès d'Henry-Louis n'y est pas enregistré. Nous ne pouvons guère trouver d'explication. La quittance établie par les apothicaires prouve que, le 28 décembre au soir, on cesse de lui donner des « médecines » : Arch. dép. Haute-Garonne, H 607. Et le carillonneur de la Dalbade est payé dès le 31 décembre.

⁹ Nous tenons à remercier Géraud de Lavedan qui a fait la recherche dans le manuscrit de Pierre Barthès, « Les Heures perdues », dont l'original est conservé à la Bibliothèque du Patrimoine de Toulouse.

Dans une lettre datée du 10 décembre 1948, l'architecte départemental, Jean Cazes, informe la Direction de l'Architecture du Ministère de l'Éducation nationale d'une mésaventure inattendue : « *La glace offerte par M. Fortems a été expédiée la 14 octobre dernier par la société NUTTIN et Cie de Tourcoing à la Direction départementale de l'architecture, en gare de Loures-Barbazan. Par suite de cette fausse adresse, la glace est restée en souffrance à la gare précitée et n'a pu être retirée par les soins des Monuments Historiques que le 18 novembre où elle a pu être acheminée vers Saint-Bertrand* ». Et Jean Cazes demande si « *l'envoi ayant été fait en port dû, soit 7 338 Frs, 90 payés par M. Sagné, M. Fortems prendra en charge tout ou partie des frais.* »

Apparemment personne n'a osé demander au donateur, au risque d'ennuis diplomatiques, d'acquitter cette somme. L'autel de paroisse et son antependium n'étant pas classés parmi les Monuments Historiques, la Direction de l'Architecture du Ministère a refusé de participer aux frais. C'est donc le curé qui a été sollicité pour le faire, sous le prétexte que le clergé de Saint-Bertrand percevait les droits d'entrée du chœur.

Près d'un an après la visite de M. Fortems à Saint-Bertrand, le 11 avril 1949, l'abbé Jampoc, curé-doyen de Saint-Bertrand, accepte de rembourser les frais de port à M. Sagné. La Direction de l'Architecture du Ministère de l'Éducation nationale remercie l'abbé Jampoc le 25 mai 1949, en lui annonçant le nom du successeur de Jean Cazes, Jean Montariol, premier architecte des Bâtiments de France en Haute-Garonne.

Si toute cette petite histoire peut se lire dans un dossier des archives des objets mobiliers, à la Médiathèque des Monuments Historiques à Paris, le dossier Antiquités et Objets d'art (AOA) des archives départementales de Haute-Garonne permet de la compléter.

Cinq courriers, échangés entre le 3 décembre 1948 et le 5 janvier 1949, par Benjamin Faucher, alors directeur des Archives départementales et conservateur des AOA, avec la Direction de l'Architecture du Ministère de l'Éducation nationale, et avec Robert Gravelle, de Saint-Bertrand, à propos de cette affaire, suffisent à montrer les conditions très précaires dans lesquelles l'on travaillait alors : « *En ce qui concerne le devant d'autel en cuir (de Cordoue)* » écrit Robert Gravelle en décembre 1948, « *Monsieur Sapène que j'ai vu hier m'a dit que le très mauvais éclairage de l'objet l'empêche d'exécuter le cliché, car il ne possède pas le matériel nécessaire pour illuminer le coin ombreux où se trouve l'autel...* »

Enfin en possession de deux photos réalisées par le photographe de Loures-Barousse, Benjamin Faucher répond le 5 janvier 1949 au directeur de l'Architecture, qui l'avait informé du don de M. Fortems et lui demandait photos et notice descriptive : « *la rédaction de la notice nécessitera un déplacement qu'il m'est impossible d'entreprendre en ce moment... Dès que je serai informé que des frais de déplacement me seront alloués pour l'exercice 1949, je me rendrai à Saint-Bertrand.* »

Il s'agissait alors de faire classer ledit autel parmi les Monuments Historiques. Alors que 2008 marque le centenaire des conservateurs des Antiquités et Objets d'art, dont la mission a été fixée par décret en 1908, il faut rendre hommage à nos prédécesseurs qui malgré de grandes difficultés matérielles, n'en arrivaient pas moins à protéger et mettre en valeur le patrimoine mobilier.



Autel de paroisse de Saint-Bertrand-de-Comminges, sur le mur sud de la nef, avec son antependium de cuir repoussé et doré, protégé par la glace offerte en 1948 par M. Fortems (photo : Jean Le Pottier)

4) M Jacques TULET nous a transmis le texte suivant, extrait du registre paroissial de La Daurade GG 125 f° 2 :

C'était il y a 350 ans

L'an mil six cens cinquante huit et le vingt septiesme jour de janvier, la Garonne estant si fort glassée que le monde i passoint par desus et le vingt huitiesme, les cappitouls feurent obligés de faire mestre deux poutansses auprès de ladicte Garonne et faire inhibissions et defances d'i passer à paine de la vie ; ce que pourtan l'on ne resta pas d'y passer, car dernier dudict mois, un homme commança devant nos fenestre [et] ala au pillié coupé.

NOUVEAUX MEMBRES

Pierrette Sences-Lavergne.
 Robert Corrieri.
 Thérèse Habary-Dufeil.
 Le Conseil régional de Midi-Pyrénées.

PALÉOGRAPHIE



Voici quelques extraits du cours de **paléographie médiévale** de Mme Geneviève DOUILLARD du jeudi 24 janvier 2008 (ADHG H Malte 241 fol. 80), texte daté de 1427 ; la particularité de ce texte qui est un interrogatoire au cours d'un procès est d'alterner la langue latine avec des réponses aux questions en occitan :

Dixit verum esse quod postquam dictus
frater Johannes confessus fuit domino
Johanni Vilani presbitero de peccatis
suis et jam per vim assendiisset

(...) dixit verum esse quod postquam dictus frater Johannes confessus fuit domino Johanni Vilani, presbitero, de peccatis suis et jam per vim assendiisset (...)

clamavit per hoc verba vel in effectu
similia demoras demoras et

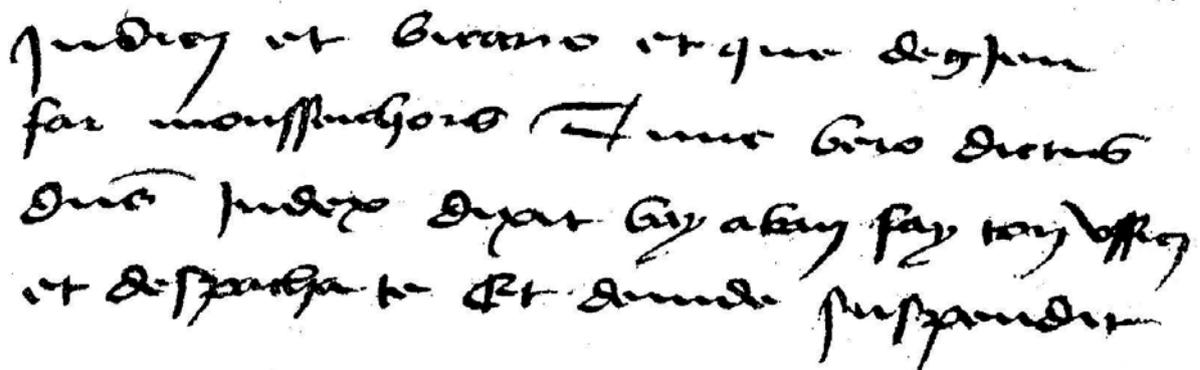
(...) clamavit per hoc verba vel in effectu similia : « Demoras, demoras » et (...)

na margarita quequidam
mulier respondit Certas hoc
monssenhors et j'en l'en desencusi
devan Dieu et tot le monde

« ... na Margarita » ; quequidam mulier respondit : « Certas hoc, Monssenhors, et j'en l'en desencusi devan Dieu et tot le monde » ;

spiculator dixit qui erat superia
stabilis superadunus et dicta verba

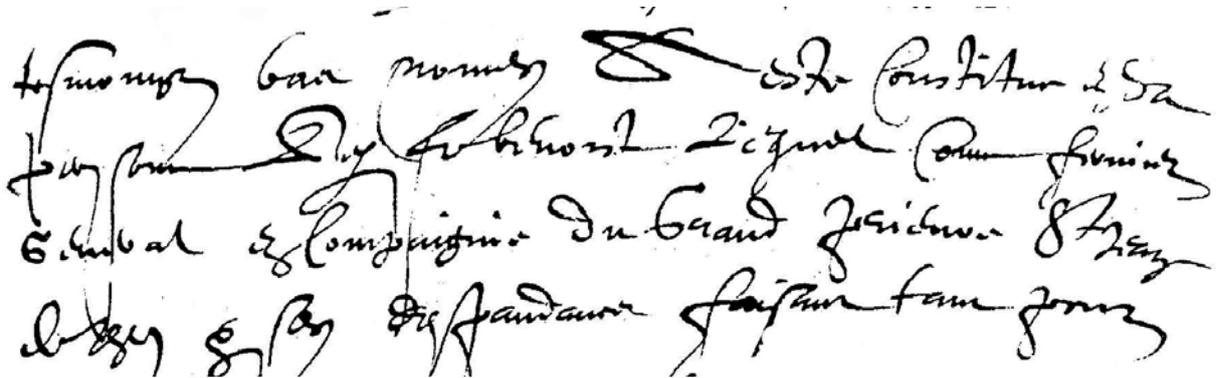
(...) spiculator, qui erat supra scalem, supercedendo propter dicta verba (...)



Judicy et vicario et que deg-jeu
far monssenhors tunc vero dictus
dominus judex dixit Vay avan fay
ton uffici et despacha te ! et deinde
suspendit

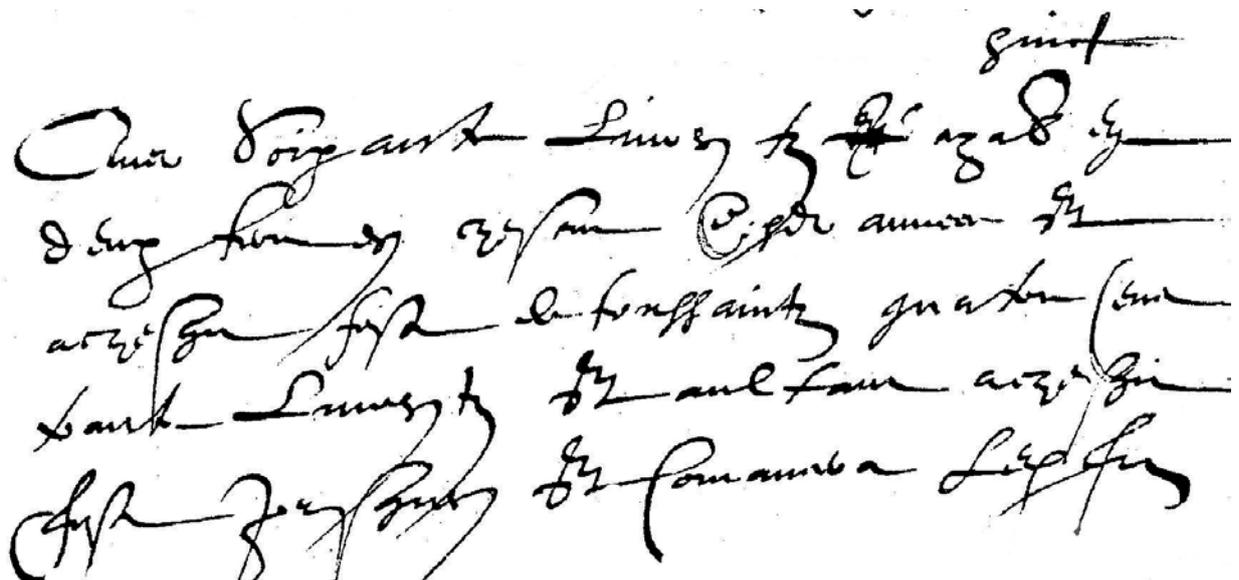
(...) judici et vicario : « Et que deg-jeu far, Monssenhors ? » ; et tunc vero dictus dominus judex
dixit : « Vay avan, fay ton uffici et despacha te ! » ; et deinde suspendit (...)

Voici quelques extraits du cours de **paléographie moderne** de Mme Sophie MALAVIEILLE du
jeudi 17 janvier 2008 (ADHG 3E 3483), texte daté de 1615 :



tesmoinsz bas nommez & esté constitué en sa
personne led(ict) s(ieu)r Benoist, lequel come
fermier general ez compagnie du grand prieuré S(ain)t-Jean de Th(o)l(ose) & ses
despandances, faisant tant pour (...)

(...) tesmoinsz bas nommez, a esté constitué en sa personne led(ict) s(ieu)r Benoist, lequel come
fermier general ez compagnie du grand prieuré S(ain)t-Jean de Th(o)l(ose) (et) ses
despandances, faisant tant pour (...)



gint
Cher doit au d' Liner t' d' az ad y
d' un l' un d' d' un d' un d' un d' un
a d' un d' un d' un d' un d' un d' un
d' un d' un d' un d' un d' un d' un
d' un d' un d' un d' un d' un d' un

(...) huit cent soixante livres t(ournois), payab(les) en deux termes chescune desd(ictes) années,
et à chesque feste de Toussaintz quatre cent trente livres t(ournois) et aultant à chesque feste
Pasques, et comancera led(ict) s(ieu)r (...)

ly les fontrouge sera tenu toutes pantions
dud(ict) benoist de demeurer à tous cas
forthuitz, telz ensamb(1a)b(lement) q(ue) M. de Th(o)l(ose) a
à coustume demeurer à ses fermiers, et pendant led(ict) afferme led(ict) s(ieu)r
Fontrouge sera tenu fe(re) aux maisons depandans dud(ict) (...)

(...) led(ict) s(ieu)r Fontrouge sera tenu [à] toutes pantions dud(ict) benoist, prometant led(ict) s(ieu)r Benoist demeurer à tous cas forthuitz, telz ensamb(1a)b(lement) q(ue) M. de Th(o)l(ose) a à coustume demeurer à ses fermiers, et pendant led(ict) afferme led(ict) s(ieu)r Fontrouge sera tenu fe(re) aux maisons depandans dud(ict) (...)

Benost à chesque feste de Toussaintz six p(aire) chappons,
à Noel six p(aire) gelines (...)

(...) Benoist à chesque feste de Toussaintz six p(aire) chappons, à Noel six p(aire) gelines (...)

CHRONIQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Compte rendu de la remise le samedi 9 février 2008 du « Prix Défense du Patrimoine Archives » à M. Henri JONCA (en relation avec le dépôt de la photothèque d'Airbus-France aux ADHG)

Robert Pétavy a tout d'abord présenté M. Henri Jonca :

Monsieur Henri Jonca est né à Perpignan le 10 novembre 1946. Toute son enfance et sa jeunesse ont baigné dans les paysages structurés par les vignes, les arbres fruitiers, les grands roseaux, dans la maison familiale à Elne, entre Méditerranée et Canigou. Le décor est planté : Henri Jonca est un vrai Catalan et un vigneron chevronné qui continue à planter des vignes (pour sa petite fille qui lui interdit de tuer les lapins de garenne...).

Henri Jonca a fait ses études à l'école de l'Armée de l'Air de Rochefort où il obtient un diplôme de technicien électronicien (niveau B.T.S.).

- De 1967 à 1969 : sous-officier (technicien électronicien) à Aix en Provence puis à Ambérieu en Bugey.

- **En 1970** : M. Jonca devient, « enfin », Toulousain : il est embauché à l'Aérospatiale, en qualité de technicien au groupe d'essai de Concorde.
 - **1976-1986** : Aérospatiale, moyens généraux : création d'un laboratoire d'électronique et informatique industrielles. Cours du soir pendant deux ans.
 - **1976-1980** : réserve active dans l'Armée de l'Air (base de Narbonne).
 - **1986-1992** : Aérospatiale, moyens généraux, cadre position II, chargé d'affaires avec le titre d'ingénieur professionnel de France depuis 1988, membre du bureau de Midi-Pyrénées.
 - **1988-1993** : membre de l'AUEF productique (programme européen COMET, France, Espagne, Italie, Angleterre dont le président était le professeur Max Marty) ; président du pôle Midi-Pyrénées.
 - **1989-1992** : participation au projet de transport automatique urbain « AXAR » du professeur Max Marty. Animateur de la phase d'industrialisation. Création de la société « AXAR TRANSPORT » le 22 septembre 1992.
 - **1992** : Aérospatiale, chef de service, cadre position III A.
 - **Depuis 1992**, conseiller technique de l'Éducation nationale. Président de jury.
 - **1992-1999** : Aérospatiale, chef de service, responsable des filières électronique, automatismes, chimie, traitement de surfaces.
 - **1999** : responsable environnement des usines Aérospatiale de Toulouse.
 - **Depuis 1998** : président de l'Académie Toulousaine d'Histoire et d'Arts Militaires.
 - **Depuis 1999** : chargé de cours au DESS productique (LASS/CNRS).
 - **Depuis 2000** : conseiller transport marchandises dangereuses et responsable des risques industriels de la société Airbus-France (usines de Toulouse, Nantes, Méaulte, Saint-Nazaire).
 - **Depuis 2003** : cadre position III B.
 - **2001-2004** : président de l'association des ingénieurs professionnels de Midi-Pyrénées.
- **Brevets d'invention** : détenteur de 17 brevets d'invention dans les domaines de l'électronique, des automatismes, de la chimie.
Industrialisation de nombreux systèmes pour la société Airbus, vente de licences en Europe et aux USA.
- **Médailles d'honneur du travail** (argent, vermeil, proposé or en 2005).

Publications d'ouvrages sur l'Histoire :

- Prise du Roussillon par les français (1640-1643) ;
- Roussillon, Cerdagne, terres d'enjeux ;
- Le massacre de Cambrils ;
- Le conventionnel Milhaud.

Vous avez tous compris que M. Jonca est un homme mu par une inlassable curiosité. C'est un véritable humaniste qui sait, à l'occasion, faire résonner sa chaleureuse voix sous les voûtes catalanes. C'est un très agréable compagnon de table. Mais Henri Jonca est avant tout un ami fidèle et je suis très heureux de l'honneur qui le distingue aujourd'hui.

Jacques Sicart nous a lu alors la lettre écrite par M. Henri Jonca :

Monsieur le Directeur, Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord m'excuser pour mon absence, mais les impératifs de la campagne municipale sont tels qu'ils ne me permettent pas d'être parmi vous aujourd'hui. J'y suis par la pensée et aussi par les deux personnes qui me représentent : Monsieur Petavy et Monsieur Sicart.

Cette distinction, dont vous m'honorez aujourd'hui, me va droit au cœur et me touche vraiment. J'ai toujours été un amoureux de l'histoire, j'ai donc toujours été passionné par les livres et surtout par les vieux livres, ainsi que par les documents qui font et portent l'histoire. Cet attrait, pour tout ce qui touche notre passé et donc pour tous les documents d'archives, je le dois en très grande partie à mes parents mais surtout à mon grand-père maternel qui était un érudit et qui m'a transmis le « virus » de ces choses là. J'ai grandi tout naturellement en écoutant mon grand-père et ma mère me parler du temps jadis, en lisant les livres de la bibliothèque de mon grand-père, en fouillant dans tous les vieux papiers de famille qui ont toujours été considérés chez nous comme des trésors qu'il fallait garder jalousement. Je suis devenu tout naturellement « archiviste » et, aujourd'hui, à la tête de ma bibliothèque et de mes nombreuses archives, je transmets le « virus » familial à ma petite fille qui sait déjà que les livres sont des amis et que les archives familiales contiennent notre histoire et sont le fondement de notre identité...

Vous comprenez mieux à présent l'honneur et le plaisir que vous me faites en m'attribuant cette distinction. Vous comprenez aussi le bien fondé de mon action pour sauver les archives photographiques d'Airbus qui auraient été irrémédiablement perdues si elles étaient restées au service des essais en vol. Ces documents ne sont pas à moi, mais j'étais malheureux de les savoir en danger. Je suis aujourd'hui satisfait de les voir en sécurité chez vous, ils font désormais partie du patrimoine national.

Je ne peux que souhaiter longue vie aux Archives départementales de la Haute-Garonne et formuler le vœu que, bientôt, d'autres documents concernant l'histoire aéronautique d'Aérospatiale et d'Airbus viendront enrichir vos collections et le fonds que vous êtes en train de constituer.

Encore une fois merci....

Henri JONCA



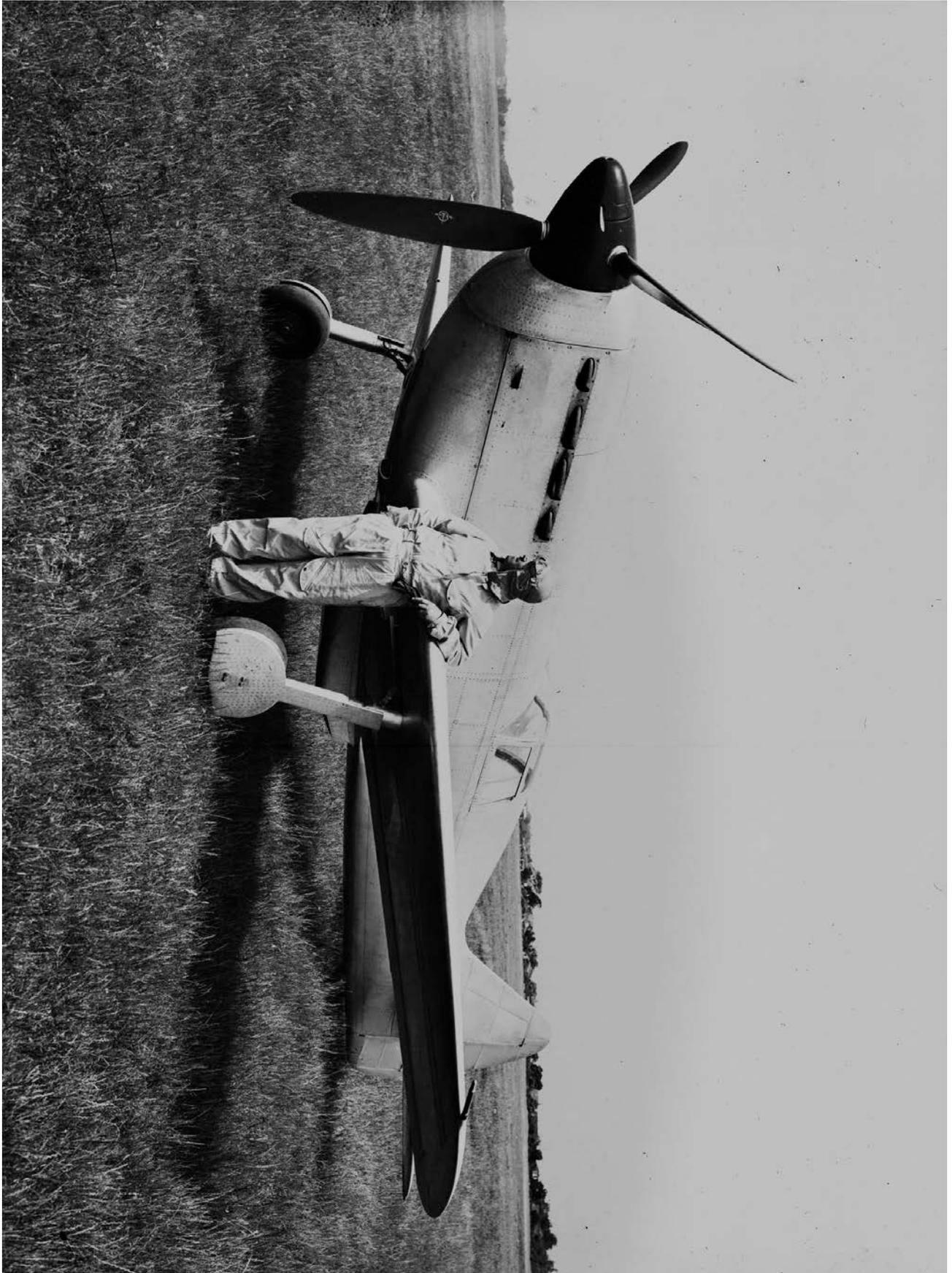
Photo Jean Le Pottier



Photo Jean Le Pottier ; de g. à dr. : MM. Escalettes, Sicart, Pétavy, Gaste



Dewoitine 33, avion de record de distance, en 1931 ; deux exemplaires construits (ici le n° 1). Cet appareil s'est écrasé en Sibérie au cours d'un raid Paris-Tokyo, piloté par Marcel Doret, sans faire de victime.



Dewoitine 550 en 1939 avec Marcel Doret son pilote d'essai ; avion de record de vitesse qui a été construit en un seul exemplaire.